François HULBERT, *Le pouvoir aux régions. La reconstruction géopolitique du territoire français*

Paris, Éd. L'Harmattan, coll. Questions contemporaines, 2011, 242 p.

Jean Cermakian

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/2231>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.2231

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2011

Pagination : 437-438

ISBN : 978-2-8143-0108-5

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Jean Cermakian, « François HULBERT, *Le pouvoir aux régions. La reconstruction géopolitique du territoire français* », *Questions de communication* [En ligne], 20 | 2011, mis en ligne le 05 avril 2012, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/2231> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.2231>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Tous droits réservés

François HULBERT, *Le pouvoir aux régions. La reconstruction géopolitique du territoire français*

Paris, Éd. L'Harmattan, coll. Questions contemporaines, 2011, 242 p.

Jean Cermakian

RÉFÉRENCE

François HULBERT, *Le pouvoir aux régions. La reconstruction géopolitique du territoire français*. Paris, Éd. L'Harmattan, coll. Questions contemporaines, 2011, 242 p.

- 1 L'auteur est un spécialiste reconnu en matière de géopolitique urbaine, d'abord au Québec, avec son livre intitulé *Essai de géopolitique urbaine et régionale. La Comédie urbaine de Québec* (Montréal, Éd. du Méridien, 1989 et 1994) – il a fait une bonne partie de sa carrière au département de géographie de l'Université Laval –, puis en France et en Afrique – il est professeur au département de géographie de l'université Paul Verlaine-Metz depuis 2000 et il a mené des missions de recherche en Afrique, notamment au Gabon et au Maroc. Depuis une douzaine d'années, ses recherches l'ont conduit à analyser les structures territoriales et le rôle des départements et des régions dans l'espace géopolitique français, et de réaliser un bilan critique de l'aménagement du territoire et du développement régional en France. Dans tous les pays occidentaux, aussi bien en Amérique du Nord qu'en Europe, la question du pouvoir régional est un enjeu souvent sensible dans la vie politique et notamment en période électorale. D'où son intérêt pour tous ceux qui s'intéressent à la communication territoriale.
- 2 Bien évidemment, dans les régimes fédéraux (Canada, États-Unis, Allemagne, Belgique, Suisse), le poids des entités régionales est considérable et tout le jeu politique repose sur un rapport de forces constant entre le gouvernement fédéral et ceux des entités régionales. Par ailleurs, en Europe, on assiste depuis une trentaine d'années à une revalorisation du poids politique des régions dans des pays plus centralisés (on pense

notamment aux cas de l'Espagne, de l'Italie et du Royaume-Uni). Or, comme le souligne François Hulbert, la France fait figure de pays archaïque en la matière : en effet, avec plus de 36 000 communes, elle inclut plus de 40 % de la totalité des communes des 27 États membres de l'Union européenne ! Et pourtant, nous dit l'auteur : « À intervalles réguliers depuis 40 ans, les gouvernements en place lancent des projets de réformes territoriales d'autant plus ambitieux qu'ils n'aboutissent pas [...]. Faut-il supprimer les départements, regrouper les communes, remettre en cause l'intercommunalité, redessiner les régions ? Faut-il nettement différencier le pouvoir national du pouvoir régional et abolir tout cumul de mandats entre les deux niveaux ? Faut-il faire revivre les pays, les terroirs, l'histoire et la géographie ? La réponse est oui à toutes ces questions » (p. 11). On pourrait ajouter que ceci est d'autant plus aberrant que les « Lois Defferre » de 1982-1983 portant sur la décentralisation et le transfert d'autorité décisionnelle aux régions n'ont pas donné à ces dernières les moyens financiers correspondant aux pouvoirs que ces lois leur ont conférés. Près de vingt-cinq ans plus tard, force est de constater la faillite de la mise en œuvre de la décentralisation en France. Selon l'auteur, on a plutôt assisté à un renforcement des départements doublé d'un cumul de mandats des élus régionaux, départementaux et municipaux, une situation que l'on ne trouve nulle part ailleurs en Europe ni en Amérique du Nord.

- 3 L'ouvrage de François Hulbert est fort bien documenté, notamment en ce qui concerne les statistiques municipales, départementales et régionales. On notera plus particulièrement l'annexe statistique indiquant le nombre actuel d'élus régionaux et départementaux (pp. 233-235), en comparaison avec le nombre total d'élus territoriaux qui seront en place à partir de 2014 suite à l'adoption de la loi réformant les structures administratives actuelles. Le livre foisonne de tableaux statistiques et d'exemples de situations aberrantes concernant les chevauchements de juridictions entre les différents paliers administratifs. Pour tenir compte des récents développements (élections cantonales de 2011), l'auteur a ajouté 56 pages à l'édition originale parue en mars 2010. Il faut souligner en particulier le très grand intérêt du thème consacré aux élus et au cumul des mandats (chapitre 5, pp. 124-135), et à celui qui traite du projet territorial 2014 (chapitre 8, pp. 206-211). Cependant, l'intérêt du livre de François Hulbert réside plus dans ses propositions de réforme du système actuel que dans le diagnostic critique qui constitue l'essentiel de l'ouvrage. L'auteur préconise une réduction du nombre de régions de 22 à une douzaine, chacune atteignant ainsi une masse critique d'au moins 2,5 millions d'habitants. Pour effectuer cette recomposition, il préconise un vaste débat national, des consultations et des référendums régionaux afin que les nouvelles régions correspondent davantage à l'espace vécu des citoyens qui les habitent. D'autre part, ces nouvelles entités régionales devraient tenir compte davantage de l'histoire, de la géographie et du développement durable. François Hulbert prône également l'abolition des départements, la résurrection des « pays » et la réduction considérable du nombre de communes sur l'ensemble du territoire français. Mais, compte tenu des pesanteurs du centralisme français, il ne va pas jusqu'à prôner un « autonomisme » à l'espagnole. Ses propositions incluent également la création de super-métropoles régionales, la réduction du nombre de préfets et de sous-préfets, et surtout l'élimination du cumul des mandats. Selon l'auteur, seule une telle recomposition permettrait l'émergence d'un véritable pouvoir régional et un front commun des politiciens régionaux face à l'État central et la domination politique de l'Île-de-France au détriment des autres régions françaises.

- 4 En somme, François Hulbert met en avant une série de propositions très généreuses, ambitieuses et idéalistes. Il admet lui-même qu'« aucun parti politique national n'a dans ses cartons un véritable projet de réforme territoriale et surtout pas un projet pouvant conduire à donner aux régions les pouvoirs qui leur manquent » (p. 230). Un peu plus loin, il écrit que « sans une volonté politique de l'État aucune réforme fondamentale n'est possible ». Il ajoute que c'est aussi aux régions de se battre pour « conquérir des moyens et des pouvoirs que l'État refuse de partager aujourd'hui » (p. 231). Et l'auteur de conclure : « La question fondamentale reste ce partage du pouvoir entre l'État central et les régions pour sortir celles-ci de la dépendance entretenue par les élus à tous les niveaux et dans laquelle se complaisent trop facilement les collectivités territoriales actuelles, permettant au centralisme de continuer à s'imposer » (*ibid.*).
- 5 En somme, le livre de François Hulbert est une contribution majeure à un enjeu trop souvent minimisé ou mis de côté par les membres de la classe politique en France. Mais il s'adresse avant tout à une clientèle universitaire dans sa forme actuelle. Pour atteindre un public plus vaste et susciter une véritable mobilisation citoyenne sur la question, il faudrait un texte plus resserré, mieux illustré (à part la carte en page couverture, il y a une absence totale d'illustrations cartographiques) et sans doute un peu plus polémique, à mi-chemin entre l'ouvrage universitaire et le pamphlet politique. Une telle publication, mise à la portée des citoyens, alimenterait un nécessaire débat et permettrait d'alimenter une dynamique politique de réforme territoriale, ce qui sortirait – à plus ou moins long terme – la France de son archaïsme administratif et politique, face aux autres États démocratiques du monde occidental.
-

INDEX

oeuvre citée Pouvoir aux régions. La reconstruction géopolitique du territoire français (Le) – (François Hulbert, 2011)

AUTEURS

JEAN CERMAKIAN

Université du Québec à Trois-Rivières
roupen@cgocable.ca